

REPUBLIQUE DU BURUNDI
FORCES NATIONALES DE LIBERATION



UBUGABO BURIHABWA

SECRETARIAT GENERAL

COMMUNIQUE DE PRESSE NO 001 DU 25 AOUT 2009.

Les Forces Nationales de Libération (FNL) tiennent, en ce 25^{ème} jour du mois d'Août 2009, à dénoncer un certain nombre de comportements pour le moins irresponsables de certaines autorités locales, des membres de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir et la tendance à l'évasion du Gouvernement burundais face à la conclusion de la dernière étape du processus de paix.

En effet, ces derniers jours, nous observons des pratiques et comportements déplorables de la part du parti au pouvoir qui suscitent des préoccupations et des interrogations aussi bien au cœur du peuple burundais qu'au sein de notre parti. En dépit de l'espoir nourri par le Processus de paix de voir un Burundi pacifié et à l'abri de toute forme d'exclusion, le temps n'a pas tardé et ne cesse de nous prouver le contraire. Ainsi, le désenchantement s'installe et l'espoir tourne *ipso facto* au désespoir. C'est dans cette optique que les FNL ne peuvent pas le moins du monde s'empêcher d'y réagir.

Tenez par exemple :

- neuf (9) membres des FNL arrêtés le 18 juillet 2009 à Bugabira dans la province de KIRUNDO pendant qu'ils faisaient du sport. Si le sport est constitutif d'une infraction punissable, nous ne comprenons tout de même pas pourquoi les jeunes du Cndd-fdd n'ont pas encore fait l'objet d'aucune poursuite;
- huit (8) membres des FNL arrêtés le 18 juillet 2009 à Busoni dans la même province de Kirundo pour des mobiles similaires ;
- quatre (4) membres des FNL arrêtés le 14 courant à MUTAHO, colline KIDASHA en province KAYANZA pour des raisons inconnues ;
- une (1) dame membre des FNL arrêtée ce 09 juillet 2009 à GAHOMBO dans la province KAYANZA pour des raisons qui ne tiennent pas debout, etc.
- un (1) membre de notre parti criblé de balles au niveau du ventre alors qu'il venait des préparatifs d'ouverture de la Permanence du Parti en Commune Mubimbi, Province de Bujumbura-Rural.

- Douze (12) membres du FNL qui ont fuit les menaces et le terrorisme de certains jeunes IMBONERAKURE de Kirundo en date du 25 juillet 2009.
- Toute une famille décimée a RUMONGE a l'aide du poison.

Ici nous ne disons rien des membres de notre parti qui s'étaient organisés pour prêter main-forte à une veuve sous les décombres de sa maison écroulée dans la zone en Commune et Province Muyinga qui ont échappé des coups de machette. Nous ne disons également rien des jeunes de la Ligue des Jeunes du Cndd-fdd qui s'érigent, dans certaines contrées, en faiseurs du mauvais temps en matière de fonctionnement de certains partis politiques ; le cas de Bugabira en Province Kirundo est on ne peut plus éloquent à ce sujet. Pire encore, c'est l'entraînement militaire que ne cesse de faire les jeunes du CNDD-FDD dans le but de faire terroriser la population, le parti au pouvoir sera responsable du chaos auquel peut conduire tous ces agissements.

En plus de ces arrestations arbitraires et tueries sélectives de nos membres, nous dénonçons les attitudes de certaines autorités locales issues du CNDD- FDD qui s'arrogent le droit de refuser la tenue des réunions de notre parti, pourtant régulièrement annoncées par les instances habilitées. A titre illustratif, nous citerions les cas suivants de NGAGARA et MUSAGA en Mairie de BUJUMBURA.en date du 09 juillet 2009.

Nous ne voudrions pas en finir sans porter à la connaissance du Peuple burundais et de la Communauté internationale la tendance à l'évasion du Gouvernement burundais à la conclusion de la dernière étape du processus de paix.

En effet, il était entendu que les prisonniers politiques et de guerre des FNL seront libérés, mais même ceux qui ont été identifiés comme éligibles par la Commission juridique créée à cet effet croupissent en prison. Nous ne disons rien d'une autre bonne partie des prisonniers dont les dossiers n'ont même pas encore été analysés. Il était aussi entendu qu'après l'entrée en vigueur effective du Cessez-le-feu, soit 72heures après sa signature, personne ne sera plus poursuivie pour avoir pris part à la lutte à quel côté que ce soit. Force est pourtant de constater que la tendance est de retourner certains prisonniers politiques et de guerre en prison. Des cas similaires se sont déjà produits pour les ex-combattants FNL qui ont intégré les Forces de Défense et de Sécurité.

Par ailleurs, aux termes de la Déclaration du 4 décembre 2009, le Gouvernement s'était lui-même engagé à donner comme préambule 33 places aux cadres des FNL pour leur intégration dans les institutions nationales. Au vu des assurances de son Excellence Monsieur le Président de la République, nous croyions que cette opération était quasi-instantanée. Malheureusement, la parole n'a pas

toujours été liée à l'action, car jusqu'à l'heure actuelle, le Gouvernement n'a déjà donné que 24 postes, alors que ce dernier ne cessait, pour des fins de publicité, de nous harceler comme quoi nous traînions les pieds à présenter la liste de nos cadres candidats a ces postes.

Actuellement que tous les 33 dossiers se trouvent déjà dans leurs tiroirs depuis le 03 juin 2009, qu'est-ce que le pouvoir CNDD-FDD peut-il encore avancer comme alibi trois mois plus tard? Tout aussi étonnant est le fait que les membres des FNL désignés pour représenter le pays à l'extérieur ont rempli toutes les formalités requises, mais ne sont jamais partis pour leurs postes d'attache respectifs depuis juin 2009, le mois de leur nomination formelle. Nous craignons, si rien n'est fait dans l'immédiat, que leur mandat ne se termine avant qu'ils ne franchissent la frontière.

Face à cette situation et, comme il siérait à tout burundais épris de patriotisme de le faire, nous éprouvons l'obligeance de formuler quelques recommandations à qui de droit.

Aux responsables locaux de ce pays :

- De respecter la loi et de l'appliquer à tous sans distinction surtout en matière de fonctionnement des partis politiques et de tenue de réunion. En effet, la loi doit être la même pour tous ceux qu'elle protège ou qu'elle punit.

Au parti Cndd-fdd et à la Ligue des Jeunes :

- De se mettre à l'école de Salomon et d'enseigner à leurs militants le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.
- Qu'ils leurs fassent comprendre que depuis que le pays a reconnu le multipartisme, il n'est plus possible que les burundais retournent à l'époque du parti unique.

Au Gouvernement burundais :

- D'honorer son engagement pris de son propre gré, en rendant effectif l'octroi de tous ces 33 postes préliminaires dans le cadre d'intégration des cadres des FNL dans les institutions nationales.
- De procéder a la libération des prisonniers politiques et de guerre des FNL.
- De ne pas fermer les yeux aux différentes arrestations et menaces opérées par certains administratifs contre les membres des partis de l'opposition en général et contre les membres et sympathisants du FNL en particulier ;